



POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE NOUS N'ATTENDRONS PAS 5 ANS DE PLUS

Mars 2022: 2 rapports du GIEC confirment les impacts dévastateurs du réchauffement climatique qui seront palpables bien avant 2050, et que les changements de mode de vie dans les pays riches et pour les personnes les plus aisées sont indispensables. Un véritable programme de décroissance !

Février 2022: Emmanuel Macron dévoile sa «stratégie» énergétique. Seul objectif, la relance du nucléaire. Totale irresponsabilité tant sur le plan financier que de la sûreté, et aveu de son refus de s'attaquer vraiment au problème : la baisse massive et rapide des émissions. Les nouveaux réacteurs, qui ne fonctionneront pas au mieux avant 2040, relèvent d'un choix antidémocratique qui ignore délibérément les alternatives. Ils ne sont en rien une solution aux dérèglements climatiques.

Souhaite-t-on poursuivre vers encore plus d'industrialisation de nos vies, d'exploitation des ressources, d'extractivisme effréné et ravageur dans les pays du Sud ? Ou transformer en profondeur le modèle économique et productif, diminuer très fortement les productions et les consommations énergétiques, se battre pour l'égalité sociale, donner la priorité au soin des personnes et du vivant ?

Nos dirigeant·e·s refusent de prendre leurs responsabilités. Ils et elles favorisent le repli sur soi autoritaire, détournent délibérément le regard et laissent les multinationales et les ultra-riches, dont les richesses ont explosé pendant la crise, alimenter un système productif destructeur pour les peuples et la planète. D'après une étude publiée par Greenpeace et Oxfam, les 63 milliardaires français ont à eux seuls une empreinte carbone équivalente à celle de la moitié de la population française.

Sans justice sociale, aucune transition écologique ne sera possible.

C'est à nous d'imposer nos priorités :

- des moyens pour **financer une transformation de nos économies** par une refonte de la **fiscalité des multinationales** : fin des exonérations pour les pollueurs industriels, le transport aérien et maritime, instauration de la taxe unitaire pour mettre fin à l'évasion fiscale, etc., et par l'abandon des accords de libre-échange, de la charte de l'énergie ;
- le redéploiement des **services publics** et la création d'emplois publics pour mettre en œuvre une bifurcation écologique basée sur la sobriété, les énergies renouvelables, la défense des écosystèmes (aires marines protégées, forêts...)
- des objectifs de **réductions des émissions de CO2, des pollutions et des productions, réellement contraignants** pour l'État et les entreprises,
- un statut protecteur des salarié·e·s en reconversion afin de réussir la relocalisation et la transformation de pans entiers de notre économie,
- un droit à l'alimentation choisie et de qualité pour tou·tes, s'appuyant une **agriculture paysanne**, des **circuits relocalisés**, y compris pour la **pêche**, créateurs de milliers d'emplois.

Pas de justice climatique sans luttes locales

Nombre de luttes sont déjà engagées dans les territoires : contre Bayer Monsanto, les Méga-bassines, pour stopper Amazon..., et appuyer les salariés qui refusent de payer le prix du greenwashing des multinationales...

Pour contrer les destructeurs du vivant, pour reconquérir nos territoires, pour inventer un autre futur que celui décrit par le GIEC, amplifions les luttes, et retrouvons-nous dans les Deux-Sèvres le dernier week-end de mars pour bloquer les projets de méga-bassines au service de l'agro-industrie.

PAS DE PAIX NI DE BIFURCATION ÉCOLOGIQUE SANS FIN DES ÉNERGIES FOSSILES

L'adoption du dernier rapport du GIEC s'est effectuée en pleine guerre, après l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Si elle ne se résume pas à la question du gaz et du pétrole, cette guerre n'est évidemment pas étrangère à la question énergétique, et elle révèle la fragilité des économies mondialisées et dépendantes des énergies fossiles. Des leçons doivent en être tirées :

1. Rompre définitivement avec les entreprises russes du secteur gazier et pétrolier. Plusieurs institutions ont annoncé rompre avec Gazprom. Que ces liens soient remis en cause est une bonne chose - quoique la décision intervienne bien trop tard. Il est évident que le renoncement doit être définitif - et non temporaire, pour la seule durée des opérations militaires.
2. BP, Total, Shell, etc. ont toutes des intérêts dans des projets fossiles en Russie. BP vient d'annoncer son renoncement à toute participation dans ces projets russes (mais a fourni du carburant à l'armée russe...). Exxon est impliqué dans un mega-projet de l'entreprise publique Rosneft. BP vient de rompre avec cette dernière mais a extrait plus de 400 millions de barils de pétrole grâce à son partenariat privilégié avec l'entreprise - permettant ainsi à la Russie d'accumuler une partie des fonds aujourd'hui utilisés pour financer la guerre en Ukraine. Total est l'une des multinationales les plus actives dans les projets de forage de gaz en Arctique. Bref : tous les acteurs majeurs des secteurs gaziers et pétroliers, ou qu'ils soient situés, ont leurs mains liées à Vladimir Poutine. Certaines s'en détournent aujourd'hui, mais elles doivent faire face à des sanctions à la hauteur de leur collusion passée.
3. Les mobilisations contre la guerre ont historiquement toujours reposé sur des mobilisations ressortant de la «non-coopération» : «pas en notre nom» est l'un des slogans anti-guerre les plus communs. Pas en notre nom, mais aussi «pas avec notre argent». Le boycott, mais aussi le désinvestissement, sont en effet des leviers extrêmement efficaces pour résister à la logique des armes.
4. La socialisation des profits de toutes les entreprises du secteur des combustibles fossiles doit permettre une première sanction envers toutes celles et ceux qui s'enrichissent grâce à une industrie complice de cette guerre (et de nombreuses autres).
5. L'argent ainsi récolté pourrait permettre de :
 - garantir que les plus pauvres ne paieront pas le prix d'une guerre largement provoquée par notre dépendance au gaz et au pétrole, en maintenant les prix de l'énergie à un niveau juste.
 - financer une accélération du déploiement des énergies renouvelables, et plus encore d'accélérer les politiques d'économie d'énergie, sans avoir recours au nucléaire.
 - soutenir les populations civiles ukrainiennes, ainsi que les Russes qui souhaiteraient quitter le pays pour se protéger de la répression du régime de Poutine.